



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Le 21 mars 2024

NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Salariés du public et du privé : mêmes attaques, même combat

L'inflation repart à la hausse en ce mois de février, à 3 % sur un an, 3,6 % pour l'alimentaire. C'est la hausse de l'électricité à la suite du rétablissement des taxes sur l'énergie qui tire le reste des prix vers le haut. La presse salue quand même un ralentissement global par rapport à il y a un an. Mais le ralentissement d'une hausse, ça reste une hausse ! Le 19 mars la fonction publique a été appelée à se mettre en grève pour revendiquer des hausses de salaire, car c'est bien lorsque ces grèves existent, et elles sont toujours nombreuses notamment dans le privé, que les salaires parviennent à suivre le rythme de l'inflation.

Les salaires, mais pas seulement

Pour les salariés de la fonction publique qui n'ont eu que 25 euros brut d'augmentation en janvier 2024, la question des salaires est prégnante comme pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. À cette journée pourrait aussi s'inviter la question de la dégradation de leurs conditions de travail en raison des baisses continues des budgets depuis quelques années. L'annonce par Bruno Le Maire, le 22 février dernier, de 10 milliards d'économies, essentiellement sur les services essentiels aux besoins de la population comme les transports, la santé ou l'éducation, en est l'exemple le plus récent.

Dans le 93 et ailleurs, le personnel de l'Éducation et les parents donnent le ton

En Seine-Saint-Denis, comme dans bien des quartiers populaires, il n'a pas fallu attendre les économies annoncées par Bruno Le Maire pour subir le délabrement dans les transports, l'éducation, la santé... Ni pour riposter.

Les profs et le personnel gréviste se rencontrent et organisent des réunions d'information auprès des parents d'élèves, qui les rejoignent dans la bataille en n'envoyant pas leurs enfants à l'école lors de journées « école morte ».

Choc de la lutte contre le « choc des savoirs »

C'est l'annonce de la réforme dite du « choc des savoirs » qui a mis le feu aux poudres, notamment auprès du personnel des collèges – premier concerné par sa mise en œuvre – et auprès des parents.

À travers cette réforme, le gouvernement accentue la politique de tri social à l'école. Cela ne lui suffisait pas d'interdire l'accès aux études supérieures à une partie des enfants des travailleurs avec la mise en place de Parcoursup', aujourd'hui il limite leur accès au lycée. L'obtention du brevet sera rendue obligatoire pour y entrer – en lycée général comme en lycée professionnel – et Gabriel Attal a prévenu : « Le taux de réussite cette année va baisser de manière importante. » La mise en place de fait de « groupes de niveau » au collège, soi-disant prévus pour répondre aux besoins particuliers de chacun, aura

pour conséquence d'ostraciser des élèves en difficulté, majoritairement issus des milieux populaires, qui seront prédéterminés à ne pas aller au lycée.

Avec moins d'élèves en lycée, le budget de l'Éducation nationale pourra continuer à être rabaissé. Les élèves recalés, quant à eux, n'auront d'autres choix que d'aller en apprentissage ou d'attendre, pour rejoindre ensuite les rangs des futurs travailleurs peu qualifiés, les plus mal payés.

Cette grève a déjà commencé à essaimer dans d'autres départements et même hors de l'Île-de-France, comme dans le Rhône. Elle pourrait entraîner celles et ceux qui refusent que leurs enfants voient leur avenir encore plus obstrué. Mais pour cela, il faudra que parents, enseignants et personnel construisent une mobilisation de l'ensemble du secteur, capable de donner un coup de pied dans la fourmière et de stopper la saignée malgré l'absence de la part des directions syndicales nationales d'une telle perspective.

Cette journée de grève et de manifestation du 19 mars ne suffira pas à faire plier le gouvernement mais elle peut être un encouragement pour les luttes à venir, dans le public comme dans le privé : mêmes attaques, même combat !



Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

WEB : www.nouveaupartianticapitaliste.fr | INSTAGRAM : @npanouveaupartianticapitaliste | TWITTER : @NPA_NouvParAnti Imp.Spé.NPA

Des lycées vétustes sur les réseaux sociaux

Dans une vidéo humoristique postée sur les réseaux sociaux, des élèves et des professeurs d'un lycée de Sevran (Seine-Saint-Denis) ont alerté sur l'insalubrité de leur bâtiment. Cette vidéo a déjà été vue par plus de 1,7 million de personnes. Professeurs et élèves ont choisi l'humour, en plus des manifestations qu'ils organisent régulièrement. « On n'est pas censé mendier des moyens pour nos écoles », explique une élève. Plusieurs lycées d'Île-de-France font le même constat de vétusté. Des enseignants publient même des vidéos de rongeurs dans un couloir d'un lycée de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Dans un internat de Melun (Seine-et-Marne), ce sont des fenêtres cassées ou des problèmes d'électricité. La région Île-de-France, en charge de la rénovation des bâtiments, indique être « pleinement mobilisée ». Mais le mouvement risque de devenir viral et d'autres établissements de se prendre au jeu. Il faut dire que sur l'ensemble du pays la vétusté des bâtiments des établissements d'enseignement est la règle, pas l'exception.

Paris : des centaines de femmes vivent leur maternité à la rue

L'Agence France-Presse a publié un reportage sur les femmes exilées qui, dans la capitale, vivent leur maternité dans la rue faute d'hébergement. Pour dormir au chaud, elles s'abritent, avec leurs familles, dans des cages d'escalier ou des locaux à poubelles. « Avant, il arrivait qu'on voie des femmes enceintes à la rue, on était affolés, mais on finissait toujours par trouver une solution », rappelle Véronique Boulinguez, une sage-femme de la Protection maternelle et infantile. « Maintenant on en est à supplier pour que les femmes soient mises à l'abri au dernier trimestre de grossesse. Est-ce normal pour un bébé de trois mois d'être dehors ? », interroge-t-elle. Malgré les efforts déployés sur le terrain, vivre sa maternité dans la rue devient l'ordinaire de nombre d'exilées. « On est monté jusqu'à 200 personnes certains jours. En France, il y a la volonté politique d'un accueil par le trottoir », dénonce Yann Manzi, cofondateur de l'association Utopia 56, qui tient chaque soir une permanence place de l'Hôtel-de-Ville pour aider les femmes enceintes ou avec bébé à trouver un hébergement. La situation n'est pas propre à Paris. Mi-février, cinq grandes villes ont annoncé poursuivre l'État pour dénoncer ses « carences » en matière d'hébergement d'urgence. Mais pour Macron on ne peut pas « en même temps » subventionner les marchands de canon et pendre soin des femmes enceintes à la rue.

Sans patrie ni frontières !

Unité de classe contre la politique migratoire de « l'Europe forteresse »

Tous les gouvernements d'Europe, des « progressistes » danois à l'extrême droite italienne en passant par les macronistes, durcissent les conditions d'entrée et de vie des migrants et de tous les étrangers. Le marché du Vieux Continent, en déclin sur tous les plans, économique et démographique notamment, attire des jeunes travailleurs du monde entier chassés par les guerres et la misère qu'impose le capital.

L'Union européenne et ses gouvernements nationaux financent et organisent, aux frontières et sans pitié, un tri raciste et de classe, avec des camps, des barbelés et des murs. À travers mers et déserts, ce sont des milliers de morts par an. Et ce uniquement pour défendre les intérêts d'une minorité de capitalistes, pour rassurer des électeurs riches, vieux et apeurés, et pour mieux exploiter et tenter de soumettre de nouvelles couches de notre classe. Les patrons et les politiciens à leur service mènent leur guerre de classe : ils cherchent à diviser les exploités et à les opposer les uns aux autres, en agitant le drapeau du racisme, du nationalisme et du protectionnisme, en cultivant l'intégrisme religieux. Nous le voyons également aujourd'hui dans les conflits déclenchés par les concurrences inter-impérialistes et la crise du vieil ordre mondial. Ce n'est pas un hasard si l'Union européenne et ses États membres discutent d'un fonds pour le réarmement et du retour à des formes d'extension du service militaire.

Les internationalistes doivent s'opposer à cette barbarie. Nous sommes pour l'accueil sans distinction de sexe, d'origine et de religion. Les jeunes travailleurs migrants viennent renforcer le prolétariat d'Europe et forment les nouvelles relèves pour la lutte des classes. La lutte contre le nationalisme et le racisme doit être menée dans les entreprises, les usines, les bureaux, les quartiers, les lycées et les universités des métropoles européennes. Seul l'internationalisme, seules l'unité et l'indépendance de classe, peuvent briser les chaînes du capital et de la guerre.

MEETING INTERNATIONALISTE
SAMEDI 23 MARS
17H
THÉÂTRE LE RÉPUBLIQUE
 1 BD SAINT-MARTIN, PARIS (MÉTRO RÉPUBLIQUE)



Révolutionnaires_journal



nouveaupartianticapitaliste.fr

Meeting organisé par le **NPA** et **Lotta comunista**